LES FRONTIÈRES DE LA CENSURE

CRÉDIT : AFP

CORÉE DU NORD

RAPPORT DE MISSION - OCTOBRE 2011

REPORTERS SANS FRONTIERES
POUR LA LIBERTE DE LA PRESSE

CRÉDIT : AFP

Enquête menée par Benjamin Ismaïl

Au début de l'année 2011, la Corée du Nord demande à toutes ses ambassades de lancer un appel aux gouvernements étrangers afin de bénéficier d'une aide alimentaire. Alors que les tensions diplomatiques sont au plus haut depuis un an, suite au torpillage de la corvette Cheonan en mars 2010 et au bombardement de l'île de Yeonpyeong en novembre de la même année, cette requête surprend et laisse cours à de nombreuses analyses et interprétations quant à la situation du pays et à la stratégie du régime nord-coréen. Acte désespéré sur fond de détérioration de la situation alimentaire ou action délibérée visant à préparer la succession de Kim Jong-il ? Si les informations sur le pays ne sortent plus au compte-gouttes, il reste cependant difficile d'estimer l'ampleur des nombreux changements qui s'opèrent dans le pays.

En juillet 2011, Reporters sans frontières s'est rendue à Séoul, en Corée du Sud, afin d'évaluer la situation de la liberté des médias et de l'information en Corée du Nord. Un représentant de l'organisation a rencontré les équipes de radios basées à Séoul qui diffusent des informations en Corée du Nord, des organisations non gouvernementales traitant des droits de l'homme et des officiels du ministère de l'Unification. Il a également rencontré des transfuges nord-coréens et des journalistes en contact direct avec des Nord-Coréens à l'intérieur du pays, qui transmettent, au péril de leur vie, des informations sur la répression du régime de Pyongyang, les conditions humanitaires, la situation économique et la vie quotidienne sous le régime. Grâce à leurs témoignages et analyses, l'organisation dresse un bilan des changements survenus au cours des dernières années, dans les médias, la propagande et le contrôle de l'information par les autorités.

LA CIRCULATION DE L'INFORMATION ET LE CONTRÔLE DU RÉGIME

Kang Chul-hwan préside le North Korea Strategy Center (NKSC), une organisation qui récupère notamment des images de la Corée du Nord grâce au matériel vidéo apporté aux Nord-Coréens qui collaborent avec l'organisation. «La vidéo a beaucoup plus d'impact que les autres médias, nous les propageons donc en Corée du Sud pour faire prendre conscience aux Sud-Coréens des problèmes en Corée du Nord. C'est très dangereux, les Nord-Coréens pris avec du matériel vidéo sont exécutés sur le champ.»

Les images et les vidéos collectées par son organisation, sont également utilisées par *Radio Free Asia*, *Voice Of America* et d'autres médias étrangers. L'organisation qui compte de nombreux projets prévoit aussi de former des journalistes travaillant en Corée du Nord, afin d'améliorer la qualité des informations obtenues et de mieux préserver la sécurité des journalistes qui risquent leur vie.

MÉDIAS ÉTRANGERS ET JOURNALISTES DISSIDENTS

La recherche d'informations et son exfiltration hors du pays demeurent aujourd'hui une entreprise extrêmement risquée. En témoigne l'arrestation des deux journalistes américaines Laura Ling et Euna Lee, de la chaîne diffusée sur Internet *Current TV*. Le 17 mars 2009, les deux journalistes avaient été interpellées et placées en détention par des garde-frontières nord-coréens, à la frontière avec la Chine. Condamnées à des peines de douze ans de «rééducation par le travail», elles avaient été libérées le 5 août 2009, grâce à des négociations diplomatiques menées par l'ancien président américain Bill Clinton.

Pour le journal conservateur *Chosun Ilbo*, leur arrestation n'était pas un accident mais une manœuvre du Département de la sécurité de l'Etat nord-coréen. Celui-ci disposerait d'espions chargés de traquer les journalistes qui s'approcheraient trop près de la frontière. Malgré cette surveillance accrue du régime, de plus en plus de journalistes à l'étranger s'organisent afin d'obtenir davantage d'information sur le régime. Dénominateur commun de ces entreprises, la collaboration directe avec des journalistes citoyens nord-coréens à l'intérieur du pays et des intermédiaires basés en Chine. Ainsi, les radios basées à Seoul, et opérées par des refugiés nord-coréens disposent de réseaux de correspondants, avec qui ils communiquent par téléphone par delà la frontière chinoise. De ce fait, *Open Radio for North Korea* (*ORNK*), *Radio Free Chosun* (*RFC*), *Free North Korea Radio* (*FNKR*) ou encore North Korean *Reform Radio* peuvent informer leurs auditeurs des nouvelles du reste du monde, mais aussi des événements en Corée du Nord et de la réalité du régime.

Depuis 2007, au Japon, le magazine nord-coréen *Rimjingang*, co-fondé par le journaliste japonais Ishimaru Jiro et par Lee Jun, pseudonyme d'un journaliste nord-coréen, fonctionne de manière similaire. Tous les deux mois, le magazine publie en coréen et en japonais des informations et des images obtenues grâce à un réseau de journalistes nord-coréens. Le risque pour ces correspondants est maximal car les autorités craignent l'impact social que pourraient provoquer, à force, la diffusion des témoignages de ces journalistes. En juin 2011, des graffitis critiquant Kim Jong-il et Park Chung-hee, dirigeant autoritaire de la Corée du Sud entre 1962 et 1979, ont été découverts à Pyongyang. «Récemment, le régime a renforcé son dispositif de surveillance et la répression s'est amplifiée, expliquent des officiels sud-coréens. On rapporte même qu'il se serait doté d'une équipe spéciale anti-émeute et aurait importé des masques à gaz et du gaz lacrymogène pour se prémunir de mouvement de résistance de masse dans le pays. Si l'extérieur ne voyait pas les troubles sociaux dans le pays, les Nord-Coréens qui se soulèveraient pourraient être facilement exécutés.»

A la suite de la réforme monétaire en 2009, une vague de protestation populaire a été réprimée dans le sang, donnant lieu à une cinquantaine d'exécutions. Le nombre d'exécutions serait d'ailleurs en augmentation depuis, signifiant en même temps une augmentation possible du nombre de citoyens mécontents du régime. «Avant, seuls les auteurs de crimes graves étaient exécutés. Mais maintenant les crimes communs peuvent également être à l'ori-

LES DEUX JOURNALISTES AMÉRICAINES LAURA LING, ET EUNA LEE, DE CURRENT TV, EMPRISONNÉES LE 17 MARS 2009, AVAIENT ÉTÉ CONDAMNÉES À 12 ANS DE PRISON AVANT D'ETRE LIBÉRÉES LE 5 AOÛT 2009 - CRÉDIT : AFP

gine d'exécutions. C'est une réelle détérioration des droits de l'homme», expliquent les officiels sud-coréens.

Selon eux, en 2007, un vidéo-journaliste aurait été pris par les autorités en train de filmer, puis exécuté publiquement. Son nom ne fut pas révélé mais des rapports indiquent qu'il s'agirait d'un employé de la compagnie Hana Electric, à Wonsan (Sud-Est). D'autres cas d'exécutions publiques ont été recensés depuis. Un autre média a déclaré, sous couvert de l'anonymat, qu'un de ses journalistes avait été arrêté et emprisonné par la police. C'est parce que cette dernière ignorerait ses liens avec Séoul que le journaliste aurait échappé à une exécution sommaire.

TÉLÉPHONES PORTABLES

Pour les médias qui travaillent depuis l'étranger, il est donc vital de mesurer et de s'informer de la menace du régime et des risques qu'encourent les journalistes qui opèrent dans le pays. Pour cela, les téléphones portables, utilisés depuis plusieurs années sont devenus indispensables.

Selon Kim Young-hwan, chercheur au Network for North Korean Democracy and Human Rights (NKnet), il y aurait approximativement 500 000 à 750 000 téléphones portables en Corée du Nord. «Il n'y a qu'un seul réseau téléphonique officiel. C'est un réseau fermé, utilisé uniquement par la société nord-coréenne. Nous disposons de peu d'informations à son sujet. Parallèlement, les Nord-Coréens bénéficient d'un réseau mobile chinois, illégal. La pénétration du signal est variable, et pourrait aller jusqu'à 20 km derrière la frontière. Ce réseau est un problème très sensible pour le gouvernement nord-coréen.»

Depuis 2008, des sources intérieures ont relaté le durcissement du régime à ce sujet. Celui-ci interdit violemment l'usage des téléphones portables connectés au réseau chinois. En avril 2011, les autorités ont mis en place un blocage des lignes téléphoniques dans la ville de Sinuiju, frontalière de la ville chinoise de Dandong. «Avant, les personnes prises avec un téléphone portable pouvaient s'en tirer en payant une amende, mais maintenant, la possession d'un téléphone a été requalifiée en un crime beaucoup plus grave», explique Kim Young-hwan. Les téléphones portables constituent un portail d'information majeur pour la population nord-coréenne, qui correspond avec les coréens habitant la Chine. Beaucoup de ces transfuges vivent dans les régions frontalières de la Corée du Nord dans des conditions très précaires, et sous la menace omniprésente des autorités chinoises. En plus du brouillage des réseaux téléphoniques, le régime nord-coréen a établi un système de surveillance des appels émis depuis la Corée du Nord. De plus, le coût élevé des communications pour une partie de la population et

les contraintes géographiques limitent l'expansion des téléphones portables.

CONTREBANDE ET MARCHÉS

En conséquence, la contrebande reste un moyen important de transmission de l'information. Mais plusieurs unités spéciales ont été créées, certaines par Kim Jong-un, pour contrecarrer ces activités clandestines. L'une d'entre elles, «le groupe 109», constituée de policiers, de militaires et de membres de l'Agence de sécurité nationale, serait spécifiquement chargée de contrôler les trafics de contrebande et d'effectuer des visites aléatoires dans les domiciles pour vérifier la présence de médias étrangers. Les garde-frontières, jugés trop faciles à corrompre, seraient également sous surveillance. Au cours de leurs inspections frontalières, ces unités auraient le droit de tirer à vue. Le gouvernement surveille aussi les citoyens qui effectuent des déplacements en Chine, qu'ils soient officiels ou pas. Des membres de l'Agence de sécurité nationale ou des agents établis en Chine espionnent les ressortissants dans les bars et les restaurants, traquant la moindre conduite «antisocialiste». Toute personne critiquant le régime ou s'adonnant à des activités répréhensibles, telles que l'utilisation de l'Internet chinois, peut faire l'objet d'une dénonciation. Si l'efficacité de ces actions reste relative, certaines unités d'inspection étant temporaires, les raids et les campagnes violentes de démantèlement de trafics frontaliers ont un réel pouvoir dissuasif sur la population. Menacés de mort, d'exil intérieur, et dans la peur des camps de travail et de la prison, nombre de «trafiquants» préfèrent cesser leurs activités.

Malgré le renforcement de la répression et leur caractère illégal, les marchés sont très actifs et de plus en plus répandus. Environ 300 marchés seraient dénombrés dans toute la Corée du Nord. Lieux d'échange par définition, ils constituent un vecteur important de la circulation des médias importés et d'échange d'informations. «Sur la seule question des marchés, le contrôle du régime pourrait sembler affaibli», affirme un officiel sud-coréen. Le système de distribution est sclérosé, de ce fait la population dépend de plus en plus des marchés. Ces derniers ne répondent certes pas à une définition occidentale du terme, mais ils ont le mérite d'exister et de faire office d'espace d'échange d'informations. Les films et les séries en provenance du Sud s'y échangent clandestinement et y sont dupliqués et distribués sur DVD et CD vidéo. A la frontière chinoise et dans la région du complexe industriel de Kaesong, près de la frontière avec la Corée du Sud, où l'on compte 47 000 travailleurs nord-coréens, la population profite de ces marchés pour s'échanger les produits issus de la contrebande.

Les résultats sont encourageants. La plupart des jeunes Nord-Coréens des grandes villes auraient déjà regardé des séries télévisées sud-coréenne. «Les couches plus aisées qui ont de bons emplois sont elles aussi lassées par la propagande et aspirent à regarder quelque chose d'intéressant. Parfois, la police lance des raids dans les marchés, mais même les policiers souhaitent regarder les séries», confie un journaliste d'*Open Radio for North Korea*.

LES MARCHÉS DISPERSÉS DANS LE PAYS SONT LES LIEUX OÙ CIRCULE L'INFORMATION. LES PLUS RICHES PEUVENT Y ACHETER DVD ET CD AINSI QUE DES RADIOS POUR ÉCOUTER LES PROGRAMMES DIFFUSÉS SUR ONDES COURTES - CRÉDIT : AFP

CRÉDIT : JOONGANG ILBO

LE FLUX D'INFORMATIONS VERS LA CORÉE DU NORD

Selon Kim Heung-kwang, fondateur et président de North Korea intellectuals Solidarity (NKIS), «c'est par les classes moyennes et les intellectuels que le changement s'opèrera en Corée du Nord». Créée en 2008, NKIS compte plusieurs centaines de membres, pour la plupart des intellectuels réfugiés en Corée du Sud. L'organisation publie et diffuse des informations à destination des Sud-Coréens et depuis octobre 2010, prépare le lancement d'une radio Internet, *Real NK*. «Avec la diversification des supports, le flux d'informations vers la Corée du Nord a considérablement augmenté depuis 1999. Dans le passé, les Nord-Coréens se contentaient de recevoir de l'information, aujourd'hui, ils en expriment un réel besoin. Ils sont à la recherche d'informations plus précises que celles données par les médias de la propagande. Nos collaborateurs à l'intérieur nous demandent aussi des séries télévisées récentes, des films et des jeux, coréens ou américains. « La demande de lecteurs CD et DVD et d'ordinateurs est croissante. Ils entendent parler de ces films et séries en écoutant les radios qui émettent depuis Séoul, explique Kim Heung-kwang, puis veulent les regarder.»

UN PAQUET ENVOYÉ PAR BALLON DEPUIS LE SUD OU PAR LA FRONTIÈRE CHINOISE, CONTENANT UNE RADIO, DES DOLLARS, DES DVD ET DES TRACTS AU CONTENU DISSIDENT. - CRÉDIT : AFP

L'organisation envoie également des clés USB ainsi que des DVD de l'autre côté de la frontière. «Il est très difficile, voire impossible, de savoir qui reçoit les clés une fois qu'elles sont dans le pays, mais a priori ce sont des citoyens de classe sociale moyenne et élevée.» Quand ils sont arrêtés par les autorités en possession de clés USB, les passeurs et les destinataires mentent sur leur origine. Des clés USB dont la provenance et le contenu seraient nord-coréens ou chinois leur causeraient beaucoup moins de problèmes: une simple amende voire un avertissement.

Selon Kim Heung-kwang, les Nord-Coréens se fieraient de plus en plus à l'information extérieure. Ceux qui possèdent un poste de télévision et qui parviennent à en enlever le verrou, peuvent recevoir d'autres chaînes étrangères. Dans certaines régions, ils arrivent même à regarder la télévision sud-coréenne. La possession de matériel informatique, excepté les imprimantes, n'est pas illégale. Aujourd'hui estimé à deux millions dans toute la Corée du nord, les ordinateurs deviennent peu a peu plus accessibles pour la population. Cependant, le coût d'un tel équipement, en particulier après la réforme monétaire, en limite sa prolifération.

NKIS envoie aussi du contenu politique, sur la démocratie, les droits de l'homme et les libertés, à destination des dissidents et des intellectuels nord-coréens. Ces clés, surnommées «stealth USB», différent des clés USB «classiques» qui contiennent des films ou des séries en cela qu'elles visent à attirer l'attention des dissidents, des étudiants et des élites intellectuelles du pays. S'il est très difficile de savoir si les clés atteignent leurs cibles et si elles seront dupliquées, l'organisation espère que leur contenu «les aidera à penser logiquement.» Depuis février 2010, l'organisation a envoyé 247 clés USB de ce type.

Kang Chul-hwan, qui a fui le Nord en 1992, partage le constat d'un accroissement de la quantité d'informations circulant entre les deux pays. «Les envois de médias et de programmes sur des supports tels que CD, DVD ou clés USB ont un impact non négligeable». NKSC évalue les préférences des Nord-Coréens quant à l'information en provenance de l'extérieur. L'organisation élabore éga-

lement des approches stratégiques pour faire parvenir de l'information à l'intérieur du pays. Avec l'aide de Far East Asia Broadcasting Company (FEBC), un réseau chrétien international de stations radios, elle a pu envoyer plus de 4000 programmes et contenus en Corée du Nord au cours deux dernières années.

«Les livres et les paquets contenant des radios, envoyés par ballon sont essentiels. «Pour son organisation, l'essor et le développement des stations de radio dissidentes, nécessitent l'envoi de postes de radio, en nombre encore insuffisant en Corée du Nord. La population est très intéressée de savoir ce qu'il se passe à l'extérieur du pays.»

«Il existe une réelle audience fidèle aux radios sud-coréennes. Nous leur parlons des Nord-Coréens qui ont fui en Corée du Sud et qui mènent une vie bien meilleure aujourd'hui, ou encore des révolutions arabes, des activités des sud-coréens le jour de la fête nationale, tout cela dans le but de leur faire comprendre, réaliser ce qu'il se passe vraiment à l'extérieur», explique Tae Kung-ha, directeur d'*Open Radio for North Korea*.

Plus de dix organisations enverraient des programmes en Corée du Nord, mais peu envoient des postes radio. Sur le long terme, NKSC vise l'envoi de 100 000 postes radio dans le pays. La route privilégiée est celle de la frontière chinoise. Le taux de réussite des envois s'améliore et même «quand les militaires interceptent les radios, parfois ils les laissent passer. D'autres les gardent pour leur usage personnel».

La popularité des biens culturels sud-coréens auprès de la population nord-coréenne a encouragé des Coréens et des Chinois vivant près de la frontière à organiser la distribution de programmes audiovisuels en un véritable commerce sino-coréen. Après avoir enregistré les émissions sud-coréennes reçues par satellite, ces derniers les copient sur des CD et des DVD qu'ils vendent à la frontière. «Le gouvernement nord-coréen n'est pas capable de contrôler l'afflux de ces biens culturels dans le pays», affirme Kang Chul-hwan. ■

LES RADIOS EN EXIL...

Au milieu des années 2000, plusieurs radios à destination du Nord s'établissent à Séoul. Malgré les menaces reçues de certains groupes de pressions pro Corée du Nord, en décembre 2005, Free North Korea Radio (FNKR), Open Radio for North Korea (ORNK) et Radio Free Chosun sont les premières radios opérées par des transfuges nord-coréens à diffuser leurs programmes, suivies en 2008 de North Korean Reform Radio.

D'une moyenne quotidienne d'une demi-heure par jour en 2005, la durée de diffusion des programmes est passée à deux ou trois heures en quelques années seulement. Si les programmes radios sont fabriqués à Séoul, ils sont ensuite diffusés depuis un lieu tenu secret au moyen d'un émetteur à ondes courtes, qui contrairement aux fréquences AM et FM, peuvent voyager sur de longues distances sans perte, ou très faible, de la qualité du signal.

Alors que de plus en plus de Nord-Coréens se procurent des postes radios à ondes courtes grâce au trafic à la frontière chinoise, pour environ trois euros, une lutte s'engage avec les autorités qui cherchent à empêcher l'écoute des radios. Lorsque ces postes radios sont confisqués par l'agence de sécurité du peuple, ils sont ensuite verrouillés sur la station officielle du régime, au moyen de soudures et du retrait des éléments du poste qui permettent le changement des fréquences. Afin d'écouter les programmes étrangers, les fils fixés sur la fréquence radio doivent être retirés. Les fusibles doivent donc être démontés. L'opération coûterait environ 18 000 won nord-coréens (environ quatre euros), soit trois fois le salaire mensuel d'un fonctionnaire moyen.

ENDÉCEMBRE2009,KCNARÉVÈLELESNOUVEAUXTIMBRESÉDITÉSPARLERÉGIME.LEMESSAGEVÉHICULÉPARLAPEINTUREN'APAS ÉVOLUÉ DEPUIS DES DÉCENNIES. - CRÉDIT : AFP

MÉDIAS ET PROPAGANDE

UNE PROPAGANDE FIGÉE ET MODERNISÉE À LA FOIS

S'ils ont beaucoup évolué dans leur forme, les médias nord-coréens demeurent les instruments de la propagande du régime, qu'elle soit destinée à la population nationale ou à la communauté internationale. Le mode de fonctionnement de la propagande n'a guère changé, malgré des modifications mineures dans la phraséologie. A la fin de l'année 2004, décision fut prise d'arrêter l'utilisation du titre de «cher leader» dans les informations concernant Kim Jong-il. «Le leader nord-coréen s'inquiéterait de recevoir trop d'éloges», écrivait à l'époque l'agence de presse russe Itar-Tass.

Sur le plan international, les médias sont chargés de réfuter les articles de journalistes étrangers critiques à l'égard de Pyongyang et les enquêtes accablantes de reporters qui s'y sont rendus ou qui ont été menées à l'aide de collaborateurs nord-coréens. Le gouvernement partant du principe que sa population n'a pas droit d'accès aux informations extérieures, le travail des médias consiste donc principalement en une apologie ininterrompue du régime et de son leader.

La presse écrite, les chaînes de télévision et les stations de radio continuent de proclamer la grandeur du socialisme nord-coréen, du défunt Président éternel, Kim Il-sung, et de l'actuel dirigeant et secrétaire du Parti du travail, Kim Jong-il. Grâce à une rhétorique bien rodée, la presse n'hésite plus à aborder la thématique des médias ni même de la liberté d'expression, en particulier quand elle vise la Corée du Sud. En mars 2006, l'agence de presse centrale Korean Central News Agency (KCNA), dénonçait le traitement réservé aux journalistes en Corée du Sud, s'insurgeant contre les avances sexuelles faites par le secrétaire général sud-coréen du Grand parti national (GPN) à une journaliste du quotidien conservateur Dong-A Ilbo. En mai 2007, l'agence de presse relayait une déclaration de la National Alliance for the Country's Reunification, regroupement pro-régime basé en Corée du Sud, dénonçant

l'arrestation par les autorités sud-coréennes de Ri Si U, photographe et écrivain soutenant Pyongyang, en vertu de la «National Security law». De nombreuses dépêches dénoncent ainsi cette loi «portant atteinte à la liberté de pensée et d'expression et à la liberté de la presse». Ne se préoccupant nullement d'éviter la contradiction, l'agence de presse nord-coréenne dénonce dans une autre dépêche, selon la même rhétorique figée depuis les années 50, le concept même de «liberté de pensée», qu'elle qualifie de «slogan hypocrite visant la suppression des idées progressistes et l'expansion des idées réactionnaires de la bourgeoisie». La propagande continue également de recourir à une iconographie apologétique pour rehausser son image dans le pays. Pour veiller à la bonne réputation internationale de Kim Jong-il, le régime ordonne à la presse de communiquer sur tous les contacts du dirigeant avec des personnalités étrangères. Une simple photo du leader posant avec Bill Clinton peut se transformer en précieux faire-valoir. De la même manière, en 2009, la presse nord-coréenne vantait auprès de la communauté internationale l'attribution à Kim Jong-il du «prix de la Paix 2009», décerné par l'association des journalistes du Népal lors d'une cérémonie à Katmandou.

LA HAINE ANTI-AMÉRICAINE CONTINUE D'ÊTRE INCULQUÉE À LA POPULATION NORD-CORÉENNE. SUR CETTE AFFICHE ON PEUT LIRE : « OÙ QU'ILS SOIENT, CEUX QUI PORTERONT ATTEINTE À NOTRE AMOUR PROPRE NE SERONT PAS ÉPARGNÉS » - CRÉDIT : AFP

LA TÉLÉVISION ET LA RADIO, PLUS LOIN ET PLUS VIGOUREUX

Parmi les quatre chaînes de télévision existantes, seuls la Télévision Centrale Coréenne (Korean Central TV, KCTV) et le Korean Educational and Cultural Network diffusent dans tout le pays. Mansudae Television est accessible uniquement dans la capitale. La quatrième chaîne, Kaesong Television, diffuse ses programmes à l'attention de la population sud-coréenne. Par ailleurs, une quarantaine de stations de radio sont recensées dans le pays.

Les moyens techniques mis à disposition de la propagande ont beaucoup évolué. Dans le pays, la qualité de la diffusion s'est améliorée et à l'international, la couverture satellite s'est étendue à de nouveaux pays. En octobre 2010, KCTV a changé de satellite pour le thaïlandais Thaicom-5. La diffusion par satellite de la chaîne nord-coréenne la rend accessible en Asie, au Moyen-Orient et en Europe. Les systèmes de blocage de la «propagande extérieure» et de brouillage des ondes ont eux aussi été renforcés.

En 2010, le régime a commencé à réorganiser son système de diffusion de la radio et de la télévision dans le pays. La réforme consiste en une véritable décentralisation des services de diffusion audiovisuelle, auparavant uniquement basés à Pyongyang. Le plan de réorganisation prévoit notamment d'établir des studios de télévision et de cinéma dans toutes les provinces. Ces changements s'opèrent sous la direction du département de la Propagande et de l'Agitation et du bureau culturel du Comité du peuple. La production de films de propagande courts a également été annoncée. Destinés à éduquer les citoyens sur les comportements quotidiens à observer, les films

doivent être projetés dans les salles de cinéma du pays avant d'être diffusés sur la chaîne de télévision centrale.

La modernisation de la propagande concerne tout autant la Korean Central Broadcasting Station (KCBS), principal réseau de diffusion radiophonique en Corée du Nord. Aujourd'hui, en plus d'une diffusion nationale, la station est relayée par satellite sur la télévision centrale et la radio internationale du régime, Voice of Korea. Celle-ci diffuse des programmes en neuf langues, sur hautes fréquences ou en ondes courtes, produits à partir des dépêches de l'agence de presse centrale et d'émissions propres faisant l'apologie de Kim Jong-il.

LA PREMIÈRE IMAGE TÉLÉVISÉE OFFICIELLE DE KIM JONG-UN, LORS DE LA 30ème CONFÉRENCE DU PARTI DES TRAVAILLEURS À PYONGYANG, LE 28 SEPTEMBRE 2010 - CRÉDIT : AFP

LA PRÉPARATION DE LA SUCCESSION DE KIM JONG-UN

La presse nord-coréenne comprend aujourd'hui une douzaine de journaux et une vingtaine de périodiques, tous publiés à Pyongyang. Si la propagande répond aux mêmes règles dans les médias audiovisuels que dans la presse écrite, une analyse approfondie de la communication faite autour du futur leader présumé, Kim Jong-un, révèle un changement subtil dans la stratégie de propagande, principalement au niveau de la presse écrite.

En 2006, quelques médias étrangers y entrevoient les premiers signes annonciateurs de la succession de Kim Jong-il, et relèvent dans les dépêches de l'agence de presse centrale nord-coréenne la mention de plus en plus fréquente de Kim Jong-un, le troisième fils du leader. Mais si depuis deux ans, Kim Jong-un est ainsi considéré comme le successeur présumé de son père, le sujet fait encore débat. C'est précisément le maintien du doute sur la succession de Kim Jong-il qui est révélateur d'un changement stratégique de la propagande nord-coréenne. Les campagnes menées pour asseoir le pouvoir de Kim Il-sung et de Kim Jong-il, contrastent avec le relatif silence des organes de propagande au sujet de Kim Jong-un.

Une des analyses faites par un officiel sud-coréen renvoie notamment au jeune âge (28 ans) de Kim Jong-un. La notion de «père protecteur» traditionnellement prêtée à son père et son grand-père se heurte à son inexpérience ainsi qu'à sa très faible notoriété. Des réfugiés ayant quitté la Corée du Nord avant 2009 ont affirmé ne pas avoir eu connaissance de son existence quand ils étaient encore dans le pays. Il est donc vraisemblable qu'avant de propager l'image du futur leader à l'étranger, le régime doive d'abord s'occuper de le légitimer auprès de la population nord-coréenne et surtout auprès de l'armée, de plus en plus influente.

Le culte de la personnalité de Kim Il-sung et Kim Jong-il a été élaboré sur des décennies. A ce titre, la discrétion des médias sur le successeur est surprenante. Plusieurs sources rapportent néanmoins que la propagande s'installe progressivement dans les villes et les campagnes, de manière orale et écrite, mais toujours loin des observateurs étrangers. Des chansons célébrant Kim Jong-un auraient été composées. L'une d'entre elles aurait été entendue dans des fermes et des usines dès 2009, et même l'équipe nationale de football l'aurait adoptée avant la Coupe du monde de 2010. Son titre, «Pal Keol Um» (Footsteps), illustre la stratégie du régime consistant à mettre l'accent sur l'aura de Kim Jong-il, afin d'exprimer l'idée que son fils n'aurait qu'à marcher sur les pas de son père pour faire un bon leader. A partir de 2009, plusieurs médias mentionnent la fabrication de badges et de posters à l'effigie de Kim Jong-un, mais aucune preuve n'a été apportée jusqu'à aujourd'hui. Pour un journaliste sud-coréen, la succession de Kim Jong-un ne fait plus aucun doute depuis sa nomination au poste de vice-président de la commission militaire centrale du Parti en septembre 2010, le lendemain de sa promotion au grade de général de l'armée.

L'attaque d'un navire de la marine sud-coréenne et le bombardement de l'île de Yeongpyeong seraient éga- >

lement des manœuvres visant à s'assurer le soutien de l'élite militaire en même temps qu'à alimenter le curriculum vitae du futur leader. En juillet 2011, la présence de Kim Jong-un aux côtés de son père sur les photographies publiées sur le site du ministère des Affaires étrangères chinois, confirmerait la thèse d'une stratégie d'annonce progressive et mesurée de la succession de Kim Jong-un.

LA PROPAGANDE À L'HEURE D'INTERNET

C'est sur Internet que la modernisation de la propagande est la plus visible. Alors que son usage demeure restreint aux quelques cybercafés de la capitale et aux hôtels qui accueillent des étrangers, on observe cependant un accroissement de la présence des médias nord-coréens sur la toile. Des journaux comme Rodong Sinmun, organe officiel du comité central du Parti, disposent désormais d'un site web. Le site de l'agence KCNA, modernisé à plusieurs reprises, est depuis 2010 hébergé à Pyongyang, signe de l'intérêt croissant du régime pour Internet. Les activités de la Korean Friendship Association (KFA), vecteur important de l'exportation à l'international de la propagande du régime, se développent sur Internet. La propagande a même atteint les sites web Youtube et Twitter, où des comptes ont été ouverts sous le pseudonyme d'»uriminzokkiri». Connu depuis plusieurs années comme un des premiers sites du régime, www.uriminzokkiri.com est opéré par le comité de la réunification pacifique de la Corée.

La Corée du Nord est «un trou noir de l'Internet». Une grande partie des élites et des intellectuels n'ont accès qu'à un intranet étroitement surveillé. «Jusqu'à présent, la courbe d'évolution de l'Internet dans le pays a toujours été plate. Et les perspectives d'un développement futur ne sont pas meilleures», explique Kim Young-hwan.

Mais les déclarations de Kim Jong-il, en avril 2010, à l'occasion de sa visite à la nouvelle bibliothèque électronique de l'université de Kim Il-sung, pourraient illustrer une volonté croissante de s'adapter à l'ère numérique. Au cours d'un discours devant les étudiants et les universitaires qui ont maintenant accès aux archives socialistes numérisées, Kim Jong-il a applaudi une démarche nécessaire «à l'ère d'une économie basée sur le savoir». Depuis le milieu des années 2000, les préoccupations sécuritaires du régime poussent ce dernier à se doter d'une « armée

KIM JONG-UN, PRÉSSENTI POUR SUCCÉDER À SON PÈRE À LA TÊTE DU RÉGIME, EST DE PLUS EN PLUS PRÉSENT AUX COTÉS DE SON PÈRE, NOTAMMENT LORS D'ÉVÉNEMENTS OFFICIELS D'IMPORTANCE - CRÉDIT : AFP

SALLE DE LECTURE DE LA *GRAND PEOPLE'S STUDY HOUSE* À PYONGYANG. SANS ACCÈS À INTERNET, ÉTUDIANTS ET CITOYENS NE PEUVENT LIRE QUE LES CONTENUS APPROUVÉS PAR LA PROPAGANDE - CRÉDIT : AFP

« de hackers. D'après Kim Heung-kwang (NKIS), le recrutement se ferait dès le plus jeune âge, et les jeunes Nord-Coréens montrant une affinité pour l'informatique seraient envoyés à l'université des Technologies de Pyongyang pour améliorer leurs compétences. En juin 2011, un transfuge a révélé l'existence, dans la banlieue de Pyongyang, d'un centre dédié au hacking informatique. Situé dans le district de Mangkyungdae, il pourrait être le lieu d'où sont lancées des attaques informatiques, telles que celles dont ont été victimes les radios dissidentes basées à Séoul, ou celles à répétition qui, au début l'année, ont provoqué la fermeture de plusieurs sites Internet sud-coréens.

CONCLUSION

Depuis presque une décennie, la Corée du Nord occupe alternativement l'une des deux dernières places du classement mondial de la liberté de la presse élaboré par Reporters sans frontières. La presse ne relate que sporadiquement les incidents qui surviennent, comme ce fût le cas lors des inondations de 2007 qui firent des centaines de morts. Même si est parfois évoquée la «tolérance» des autorités qui inspectent la frontière à la recherche de la propagande «antisocialiste», les médias, eux, sont toujours sous le contrôle total du régime. Dans son contenu, sa structuration de l'information et son style, la presse officielle n'a connu aucune évolution positive. Elle continue de servir la stratégie de propagande de Kim Jong-il.

Malgré le renforcement de la répression par le régime, qui s'explique notamment par l'ambition de Pyongyang de préparer la succession de Kim Jong-il et le centenaire de Kim Il-sung en 2012, les autorités semblent incapables de contenir un trafic et des échanges qui se développent significativement. Le flot d'informations diffusées par les stations de radio étrangères est de plus en plus soutenu. Le nombre d'organisations qui envoient du matériel et du contenu multimédia est lui aussi plus conséquent. Les échos qui en résultent donnent suffisamment d'espoir à tous ceux qui soutiennent les Nord-Coréens, pour qu'ils redoublent d'effort. Ce sont ces échos de la population qui amènent certains spécialistes à penser que le changement est à chercher chez les citoyens et non pas auprès d'un régime qui a continué de se montrer inflexible et hostile à toutes les critiques qui lui sont faites. Le développement d'une économie souterraine et la perméabilité de la frontière sino-coréenne sont deux facteurs déterminants pour la perspective d'une ouverture progressive du pays.

Depuis 2008 et l'arrêt de la politique d'ouverture de la Corée du Sud en direction du Nord, la Chine est devenue le principal partenaire économique et le premier fournisseur de Pyongyang. Alors que certains spécialistes jugent que le conditionnement de l'aide alimentaire n'a pu être négocié par la communauté internationale et que les sanctions internationales n'ont eu que peu d'effet sur le régime, l'intégration de l'économie nord-coréenne dans l'économie chinoise accentue le rôle que pourrait jouer la Chine dans les prémices d'une ouverture de la Corée du Nord.

Alors que le quotidien du Parti Rodong Sinmun a récemment reconnu les difficultés économiques que traverse le pays, une institutionnalisation des relations commerciales entre les deux pays pourrait mener à un renforcement du contrôle de la frontière et à l'enrichissement des élites de Pyongyang au détriment de la population, qui bénéficie pour l'instant et de manière limitée de ces échanges transfrontaliers.

Cependant, la probabilité que Pékin prône une libéralisation économique du régime nord-coréen tout en décidant de prendre ses responsabilités en matière des droits de l'homme, reste très faible.

Et celle que l'ouverture provienne d'une décision de la Corée du Nord l'est tout autant. Pourtant, en juin 2011, Associated Press a annoncé la signature d'accords avec la Corée du Nord, visant notamment à accroître son accès au pays. Un mémorandum d'entente avec l'agence centrale de presse nord-coréenne a défini l'ouverture d'un bureau à Pyongyang, faisant en même temps d'Associated Press le distributeur exclusif des archives de KCNA. Mais aussi étonnante que soit cette signature, elle ne saurait illustrer une quelconque volonté de transparence de la part de Pyongyang.

Reporters sans frontières appelle la communauté internationale et le gouvernement de la Corée du Sud à soutenir les activités des organisations des droits de l'homme sud-coréennes et des médias qui émettent à destination de la population nord-coréenne. Comme l'a mesuré un sondage d'Intermedia mené à la frontière sino-coréenne en 2009, l'audience des radios basées à Séoul est en augmentation. Elles jouent un rôle majeur dans l'apport d'une information indépendante et objective à la population nord-coréenne. ■

REPORTERS
SANS FRONTIERES
POUR LA LIBERTE DE LA PRESSE

REPORTERS SANS FRONTIÈRES, SECRÉTARIAT INTERNATIONAL

47 rue vivienne, 75002 Paris - France - Tel. 33 1 44 83 84 84 - Fax. 33 1 45 23 11 51 - Web : www.rsf.org - E-mail : rsf@rsf.org - Ambroise Pierre - Bureau Afrique : afrique@rsf.org - Benoit Hervieu - Bureau Amériques : ameriques@rsf.org - Benjamin Ismaïl - Bureau Asie : asie@rsf.org - Johann Bihr - Bureau Europe : europe@rsf.org - Soazig Dollet - Bureau Moyen-Orient : moyen-orient@rsf.org - Lucie Morillon - Bureau Union européenne & Balkans rsf_eu@rsf.org - Olivier Basille - Bureau Internet : internet@rsf.org - Contact Presse : presse@rsf.org

REPORTERS SANS FRONTIÈRES est une organisation internationale de défense de la liberté de la presse. Elle observe et rapporte les atteintes à la liberté de la presse dans le monde. Reporters sans frontières analyse l'information et intervient par voie de presse, par courrier, sous forme de rapports d'enquête et de recommandations pour alerter l'opinion contre les exactions commises contre des journalistes, les violations à la liberté d'expression et faire pression sur les responsables politiques.

Secrétaire général : Jean-Francois Julliard | Directeur des publications : Gilles Lordet